



Pollutions atmosphériques : quelles responsabilités pour les industriels et les acteurs publics

Atmos'Fair – 26 septembre 2013

Françoise Labrousse

**Avocat au barreau de Paris, Spécialiste en droit de l'environnement
Associée – Cabinet Jones Day**

INTRODUCTION

- Réglementation sur l'air
 - Parcelaire : absence d'une loi unique sur l'air
 - Sectorielle : pollution atmosphérique, qualité de l'air, Code de l'environnement, Code de la santé publique, Code du travail...
- Vers une augmentation des responsabilités des industriels (acteurs privés) mais aussi des acteurs publics en matière de pollution de l'atmosphère

SOMMAIRE

I

Responsabilités des industriels

- A. En leur qualité d'exploitant d'une installation classée
- B. En leur qualité d'employeur
- C. A l'égard des tiers

II

Responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales

- A. Mission principale de l'Etat en matière de qualité de l'air
- B. Fondements potentiels de la responsabilité de l'Etat et des collectivités territoriales en cas de dépassement des normes de la qualité de l'air

I Responsabilités des industriels (1/3)

A. En leur qualité d'exploitant d'une installation classée

- Principale obligation de l'exploitant d'une installation classée en matière d'air : Respecter les valeurs limites d'émissions définies dans ses arrêtés préfectoraux
 - Problématique d'articulation entre les valeurs limites d'émission individuelles et les normes de qualité de l'air en présence d'une plateforme industrielle
 - Responsabilité administrative de l'exploitant
- Infractions pénales en cas de pollution de l'air
 - Délit de pollution atmosphérique (Art. L.226-9 du Code de l'environnement)
 - Délit de mise en danger d'autrui en cas de pollution atmosphérique (Crim. 30 octobre 2007)
 - Nouvelles infractions découlant de la Directive n° 2008/99 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal non encore transposée (ex : le rejet, l'émission ou l'introduction d'une quantité de substances dans l'atmosphère causant ou susceptibles de causer une dégradation substantielle de la qualité de l'air)
 - Infractions découlant du droit pénal général (homicide involontaire, mise en danger d'autrui, etc.)

I Responsabilités des industriels (2/3)

B. En leur qualité d'employeur

- Obligation générale (de résultat) d'assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs placés sous son autorité (Art. L. 4121-3 du Code du travail)
- Encadrement strict de l'exposition professionnelle par le Code du travail : respect des valeurs limites d'exposition professionnelle (ex: amiante, substances chimiques)
- Difficulté d'articulation entre les législations environnementales et sociales (seuils ou normes distinctes)

I Responsabilités des industriels (3/3)

C. A l'égard des tiers

- Absence de responsabilité spécifique à l'égard des tiers dans les réglementations en matière d'air
- Pollutions atmosphériques indemnisés sur le fondement des troubles anormaux de voisinage (CA Paris, 28 novembre 2003)
- Indemnisation potentielle de la crainte légitime d'un risque sanitaire (jurisprudence en matière d'antennes-relais : CA Versailles, 4 février 2009)

SOMMAIRE

I Responsabilités des industriels

- A. En leur qualité d'exploitant d'une installation classée
- B. En leur qualité d'employeur
- C. A l'égard des tiers

II Responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales

- A. Mission principale de l'Etat en matière de qualité de l'air
- B. Fondements potentiels de la responsabilité de l'Etat et des collectivités territoriales en cas de dépassement des normes de la qualité de l'air

II Responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales (1/2)

A. Missions principales de l'Etat en matière de qualité de l'air

- Surveillance de la qualité de l'air
- Maintenir les niveaux de polluants en deçà des normes de qualité de l'air
- Préserver la qualité de l'air ambiant
- Garantir l'information du public sur la qualité de l'air et ses effets sur la santé et l'environnement

II Responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales (2/2)

B. Fondements potentiels de la responsabilité de l'Etat et des collectivités territoriales en cas de dépassement des normes de la qualité de l'air

- Police générale du maire en matière de salubrité publique (intervention du maire afin de faire cesser l'émission d'odeurs pestilentielles : CE, 25 avril 2002, *Sté Saria Industries*)
- Droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé (Charte de l'environnement)
- Responsabilité de l'Etat en l'absence d'une réglementation spécifique, ou en présence d'une réglementation spécifique mais insuffisante et trop tardive (condamnation de l'Etat en matière d'amiante : CE, 3 mars 2004)

CONCLUSION

- Mise en jeu possible de la responsabilité des employeurs et des entreprises, y compris en cas de respect des normes applicables
- Incertitude liée aux limites des connaissances scientifiques et à l'absence de normes
- Difficulté d'établir un lien de causalité
- Afin de limiter les risques de mise en jeu de la responsabilité de l'entreprise
 - Surveiller les évolutions réglementaires et s'adapter aux contraintes qui en résultent
 - Etre en mesure de démontrer non seulement le respect de la réglementation mais également la mise en œuvre de toutes les mesures disponibles au regard des connaissances scientifiques et techniques du moment

Merci de votre attention !

Françoise Labrousse

Jones Day

2 rue Saint-Florentin

75001 Paris

Tél. 01 56 59 39 39

flabrousse@jonesday.com

